



HAL
open science

Géographie et anthropologie : deux regards complémentaires pour l'étude des territoires des populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne

Ludivine Eloy, Anna Greissing, Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau, Stéphanie Nasuti, Sophie Caillon, Guillaume Marchand

► To cite this version:

Ludivine Eloy, Anna Greissing, Florent Kohler, François-Michel Le Tourneau, Stéphanie Nasuti, et al.. Géographie et anthropologie : deux regards complémentaires pour l'étude des territoires des populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne. *EchoGéo*, 2008, 7, pp.1-12. <10.4000/echogeo.9853>. <halshs-00343047>

HAL Id: halshs-00343047

<https://shs.hal.science/halshs-00343047v1>

Submitted on 28 Nov 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Géographie et anthropologie : deux regards complémentaires pour l'étude des territoires des populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne

Collectif USART¹

Introduction

Anthropologie et géographie se retrouvent facilement autour des notions d'espace et de territoire, et ont souvent entretenu des relations de proximité, que ce soit aux Etats-Unis (autour de la figure de Carl Sauer et de son « anthropogéographie ») ou en France (on pense aux figures de Marcel Mauss, Jean Malaurie, Joël Bonnemaïson, etc). Cette proximité a été également forte autour de Claude Lévi-Strauss, qui a entretenu des relations avec des géographes tels que Pierre Monbeig (avec lequel il participa à des d'excursions communes sur le front du café dans le Paraná²) ou Pierre Gourou (qu'il invita à participer au comité de lecture de la revue *L'Homme*), et a reçu l'enseignement de Franz Boas, arrivé lui-même à l'anthropologie par l'intermédiaire de la géographie. Pourtant, comme le remarquent à quinze ans d'intervalle et dans chacun des deux pays M-C. Robic (2004) et B.L. Turner (1989), l'interaction entre les deux n'a que peu été théorisée depuis une vingtaine d'années, et le cloisonnement disciplinaire a souvent maintenu les deux disciplines séparées. Robic (2004) constate même que « *l'impression prévaut que les rencontres potentielles n'ont pas lieu* ».

Pourtant les points de contact sont nombreux. On peut penser à l'approche culturelle de la construction du territoire et de ses enjeux symboliques, qui puise ses racines dans une tradition anglo-saxonne de « Géographie culturelle » (Denevan, 1983) et « d'Ecologie culturelle » (Balée, 1994), dont le principal représentant français est Philippe Descola (1986). Mais son point de départ est souvent la constatation d'une aporie géographique, comme le note *a posteriori* Tor H. Aase (1994) « *The discourse on space in geography has reached a dead-end because it asks a wrong set of questions. Instead of asking which notion of space is the correct one, we should rather look upon space as a cultural construction [...]* ». Tous les géographes ne tombent cependant pas sous cette critique, plusieurs d'entre eux ayant exploité de manière intéressante les constructions culturelles de l'espace, comme Berque (1982), Bonnemaïson (1986), ou plus récemment Collignon (1996). D'autres concepts permettront de monter des passerelles entre les deux sciences, notamment le concept « d'adaptation » (de l'homme à son environnement) ou celui « d'écosystème ».

Mikesell, dès 1967, insistait sur le potentiel des études en commun, potentiel résumé en 1977 par Grossman : « *Developments in cultural ecology have been mainly divergent; geographers have stressed the theme of man's adaptation of nature, whereas anthropologists have investigated man's adaptation to nature. Concomitant with the rise in popularity of*

¹ Le collectif USART regroupe les chercheurs rassemblés dans le projet USART « Des Anciens aux Modernes ? Transmission des usages, des savoirs et des représentations du territoire en Amazonie (Brésil/Guyane) », soumis à l'ANR en 2008. L'équipe se compose de Sophie Caillon (CNRS - CEFÉ), Ludivine Eloy (CNRS - MTE), Anna Greissing (doctorante CREDAL), Florent Kohler (Université de Tours), Guillaume Marchand (doctorant CREDAL), Stéphanie Nasuti (doctorante CREDAL) et est coordonnée par François-Michel Le Tourneau (CNRS - CREDAL).

² Si ces moments partagés n'ont pas laissé de trace sous forme de communication scientifique, l'impression demeure qu'ils permirent des échanges privilégiés. Pour s'en convaincre, on pourra noter la place réservée par Pierre Monbeig à l'analyse de « l'esprit pionnier » dans le fonctionnement du front du café, une dimension psychologique et sociale peu souvent relevée dans la géographie de l'époque. Quant à la dimension spatiale des travaux de Claude Lévi-Strauss, elle paraît d'autant plus évidente si l'on se souvient de la conclusion de la recension qu'en donna P. Monbeig dans les Annales de géographie (1951) : « Il faut savoir gré à Lévi-Strauss, ethnologue, d'avoir œuvré en géographe et pour les géographes. ».

General Systems Theory and the ecosystem approach, ecological thinking in the two disciplines again began to converge, with emphasis on ecological and systemic frameworks”.

L’approche la plus féconde pour l’interaction entre les deux disciplines semble donc l’étude en commun et sur le terrain des situations, comme le souligne Brookfield (1962). Cette pratique peut d’autant plus se concrétiser que la géographie dispose d’une large ouverture dans ses problématiques, qui la rend par essence transdisciplinaire (Turner, 1989). La géographie peut ainsi fournir avec ses nouveaux outils (SIG, télédétection, GPS ou analyse de cartes mentales) une évaluation toujours plus objective de la dimension spatiale (que fait-on et où le fait-on ?) sans laquelle aucune discussion ne peut exister. L’anthropologie associe à cette première vision le décryptage des enjeux que chaque société place dans le territoire, des mécanismes de transmission qui leurs sont associés, des constructions sociales qui sont les médiatrices de tout rapport de l’individu à l’espace.

Faisant de cette proposition son point de départ, notre groupe de recherche tente d’appliquer une approche à la fois anthropologique et géographique aux problématiques qu’il étudie. Nous essayerons dans ce texte de montrer comment cette double vision est particulièrement adaptée dans le cas des populations traditionnelles d’Amazonie qui, vu le changement important de leur situation depuis le début des années 1990, paraissent aujourd’hui des objets d’étude idéaux pour une analyse – et une prise de position – commune.

Un enjeu devenu géographique autant qu’anthropologique

Les « populations traditionnelles » recouvrent un certain nombre de groupes sociaux d’Amazonie brésilienne dont la caractéristique commune est de présenter un mode de vie qui entretient une grande connaissance de l’environnement, qu’il soit forestier ou agricole. Comme le souligne Philippe Descola (2006), leur approche est une des racines de l’anthropologie, discipline à laquelle fut confiée le soin d’expliquer, justement, la relation particulière entre ces groupes humains et leur environnement – souvent avant qu’ils ne disparaissent définitivement devant la « conquête » de l’espace réalisée par les sociétés les englobant.

Mais la situation a largement changé depuis une vingtaine d’années. Devant l’avancée de la déforestation et de ses conséquences négatives (changement climatique local et global, émissions de CO₂ ou érosion de la biodiversité, etc.), le maintien de ces populations dans les territoires qu’elles habitent, par le biais de mécanismes juridiques leur assurant la propriété ou l’usufruit collectif de ces espaces, est apparu comme une solution permettant d’allier la préservation environnementale, la diversité biologique, et la conservation de la diversité culturelle. Cette alliance, notamment théorisée au Brésil par le mouvement « socio-environnementaliste », a été permise à la fois par l’apparition d’une conscience écologique forte dans les sociétés occidentales, mais aussi par l’adoption par les représentants des communautés traditionnelles d’un discours incorporant fortement la dimension de la protection de l’environnement. On peut ainsi noter une très forte inflexion dans le discours du leader *seringueiro* Chico Mendes, entre 1985 et 1988, alors que, parallèlement, les leaders amérindiens apprennent eux aussi à utiliser la rhétorique écologiste (Albert, 1993 ; Tuner et Fajans-Turner, 2006).

Le succès de cette rencontre est scellé par l’adoption de la constitution de 1988, qui institue les « populations traditionnelles » comme une catégorie juridique et définit de nouveaux droits territoriaux pour les Amérindiens et les Quilombolas³ (Santilli, 2005), puis complété par la définition de nouveaux types d’aires protégées incluant des populations traditionnelles, comme les réserves extractivistes (Allegretti, 1990 ; Castro et Pinton, 1999) ou

³ Populations issues du marronnage.

les réserves de développement durable (Fearnside, 2003). Ces dispositifs sont soutenus par les grands organismes internationaux comme la Banque mondiale (Whitesell, 1996), qui souhaitent montrer qu'ils participent eux aussi à la protection de l'environnement et à la préservation de la diversité culturelle. Aujourd'hui, les territoires alloués aux populations traditionnelles d'Amazonie brésilienne, érigées en « gardiennes de la forêt » (Cunha et Almeida, 2002) représentent un ensemble spatial de dimensions tout à fait considérables : plus de 1 millions de kilomètres carrés pour les populations amérindiennes et près de 240 000km² pour les populations « extractivistes »⁴.

On est donc loin de la vision des groupes amérindiens donnée par Darcy Ribeiro ou par Claude Lévi-Strauss au début des années 1950, celle d'un univers en voie de disparition, perdant chaque jour plus de terrain. Au contraire, aujourd'hui, l'importance des territoires dévolus aux populations traditionnelles en fait un enjeu géographique, mais aussi économique, majeur, si l'on songe aux pressions qui s'exercent en vue de l'exploitation de leurs ressources minières, ou de l'implantation de nouvelles infrastructures comme des axes de transport, des usines hydro-électriques, des lignes de transmission, etc. (Le Tourneau, 2006).

Ainsi, la croissance des territoires alloués aux populations traditionnelles ne se fait pas sans conflit. La création de nouvelles unités rencontre au contraire toujours plus de résistance, notamment au sein de la classe politique des Etats fédérés concernés, mais aussi dans les forces armées (très opposées à la création des Terres Indigènes) et d'une manière générale parmi les milieux conservateurs. Ceux-ci critiquent le « gel » d'immenses territoires qui leur est imposé, selon eux, par « les pays du Nord » plutôt que par la volonté du peuple brésilien. Les conflits sont également vifs lorsque le gouvernement fédéral utilise les populations traditionnelles comme argument pour installer des glacis de protection des massifs forestiers. Le cas le plus emblématique est la mosaïque d'unités de protection de la *Terra do Meio*, dans l'Etat du Pará, au sein de laquelle la réserve extractiviste Rio Xingu est l'objet d'un conflit si vif qu'elle n'a pas encore pu être créée officiellement (Taravella, 2008). Ces conflits n'épargnent pas les observateurs, puisque anthropologues et écologues sont régulièrement accusés par les opposants à la création d'aires protégées de manipuler ou les populations concernées ou les faits afin d'imposer leurs vues. Parallèlement, travailler avec les populations traditionnelles implique le plus souvent de s'engager dans un certain nombre d'actions en leur faveur, manière de rétribuer le temps et la patience des informateurs. Ce faisant, géographes et anthropologues réalisant ce type d'investigation ne doivent pas oublier qu'ils deviennent donc à leur tour un autre acteur collectif influant sur ces territoires.

Des études communes encore timides

On peut s'étonner que la question des « populations traditionnelles » amazoniennes n'ait pas été l'objet de plus d'études conjointes entre géographes et anthropologues. En effet, la définition même de ces communautés introduit immédiatement la dimension spatiale, la préservation des coutumes et traditions étant subordonnée à la délimitation d'un « territoire traditionnel », ce qui suppose la prise en considération, non seulement d'une organisation sociale, mais aussi d'une interaction entre une société et son environnement naturel. L'importance de cet espace pour les communautés concernées est soulignée par Jolivet et Léna (2000 : 9) : « *la continuité de l'occupation d'un même espace [...] permet la transmission de valeurs et de significations localement référencées, assurant la pérennité de la représentation collective de soi et de l'identification au lieu* ».

⁴ Concept désignant au Brésil les populations vivant de l'extraction non-destructive des ressources forestières, voir Hecht, 2007.

La plupart des nombreuses études sur les populations traditionnelles d'Amazonie est réalisée dans une perspective purement anthropologique, dans la lignée de Galvão (1955), pionnier des études sur les populations traditionnelles, puis, notamment, de Maués (1977). Plusieurs de ces études analysent les transformations historiques et écologiques de l'espace amazonien, tant du point de vue indigène (Grenand, 1980 ; Gow, 1991 ; Rival, 1993) que de celui des autres « populations traditionnelles » (Hurault, 2000). Pour ces dernières, l'influence de Wagley (1974), Moran (1974) et Delaunay (1984) – inventeur du mot « caboclisation » – amènera à centrer les études sur les adaptations locales et la faculté de *résilience* (voire d'amnésie) qui permet, précisément, de s'ajuster aux nouvelles conditions socioéconomiques dans un milieu en mutation. Cette perspective est centrale dans l'ouvrage de Adams, Murrieta, Harris et Neves (2006), et permet de rapprocher le questionnement sur les populations traditionnelles de celui portant sur les indigènes rémanents et les *quilombolas* ou Noirs issus du marronnage (Cavignac, 2005). D'autres approches fertiles des mêmes objets d'étude, proposent des inventaires des connaissances traditionnelles (Fleury & Poncy, 1998 ; et Fleury & Moretti, 2006), ou des contributions plus proprement juridiques dans la lignée de la CDB, en particulier Lima (2002), Buchillet (2002), Hall (2004), ou Irving (2006), cette dernière abordant la complexité supplémentaire des unités de conservation transfrontalières.

Des tentatives de la part de géographes pour s'intéresser au même champ ont existé, mais elles sont peu nombreuses. Ainsi, dès la fin des années 60, les chercheurs anglosaxons se penchaient sur l'interaction homme/espace dans une perspective adaptative, problématique exposée par Denevan (lui-même ayant étudié des populations amérindiennes) en 1983 : *“A potentially useful concept for cultural geography is that of adaptation, or strategy for survival, with attention to variation and its origins, the process of selection from variation, and either change or resilience in the face of environmental change.”*. Plus récemment, des travaux français ont abordé la cartographie et la géographie symbolique (Robert & Laques, 2003 ; Kohler, 2007) et la notion de dynamique de l'espace grâce aux concepts « d'itinéraire » et de « circuits » (Orru, 2001). La description des systèmes d'usage des ressources de la part de communautés amérindiennes a permis un travail interdisciplinaire permettant de mettre en relief le caractère « réticulaire » de l'espace utilisé par les Yanomami (Albert et Le Tourneau, 2007).

Le processus de « territorialisation » auquel se plient les populations traditionnelles a aussi été l'objet d'un questionnement intense (Pacheco de Oliveira, 1998 et 1999). Afin de faire valoir leurs droits fonciers, celles-ci doivent en effet faire montre de leur savoir territorial, qui devient l'élément essentiel de leur différenciation. Jean-Philippe Belleau (2007 : 341) nomme le même processus « cadrage territorial » et le définit comme un *« cadre territorial qui devient un cadre identitaire puisque l'alignement permet une adhésion à la structure mobilisatrice proposée alors aux peuples amazoniens »*. Cette approche se révèle extrêmement fertile également pour l'étude des populations traditionnelles et quilombolas, comme en témoignent les nombreux travaux publiés par Aubertin, Empereire, Pinton et Lescure (Pinton & Empereire, 1992 ; Pinton & Lescure, 1993 ; Empereire & Lescure, 1994 ; Pinton, 2003 ; Aubertin & Pinton, 2006), et du côté brésilien, par Araujo (2006) qui rappelle à ce propos la complexité des sociétés concernées : *« La complexité des rapports sociaux et politiques concernés par la création de « réserves extractivistes » et d'autres unités foncières destinées à l'utilisation directe par des populations locales semblerait ainsi souvent infirmer la simple dichotomie entre une population « traditionnelle » (dont les intérêts s'orientent vers la seule conservation des ressources naturelles) versus l'action de prédateurs capitalistes. »*

On se trouve alors dans une réflexion qui mêle, une fois encore, géographie et anthropologie, cette fois dans un contexte de mobilisation politique où la localité devient un enjeu central pour les nouvelles formes de gouvernance, réflexion qui a permis la production de différents ouvrages interdisciplinaires comme Alphanéry & Bergues (2004), Bensa &

Fabre (2001), et Jolivet & Léna (2000) pour qui la juxtaposition des notions d'identité et de territoire renvoie généralement à « *un espace communautaire spécifique, à la fois fonctionnel et symbolique* », permettant de « *définir un 'Nous' différencié et un sentiment d'appartenance* ». L'interrogation sur la question du développement durable a permis également une approche comparée entre les deux sciences, comme le montre les textes de Greissing, Kohler et Le Tourneau (2008a & b).

Dans cet ensemble, l'interaction entre géographie et anthropologie n'a que peu été abordée de front. L'école anglo-saxonne d'anthropologie suggère en effet une redéfinition du rapport à l'espace en fonction des contextes changeants, mais sans faire le pont avec la géographie. Les écoles brésilienne et française s'intéressant davantage aux stratégies d'incorporation et de transposition de valeurs imposées par l'extérieur, dans une perspective qui valorise moins la composante spatiale de la réflexion.

Le devenir de ces territoires, une interrogation à deux facettes

La question clé concernant les territoires alloués aux populations traditionnelles est celle de leur devenir à moyen ou à long terme. En effet, bien qu'ils n'aient pas toujours une fonction explicite de protection de l'environnement⁵, la constatation du très haut degré de préservation de ces territoires (Lefebvre *et al.*, 2006) joue un rôle important dans leur « acceptabilité » au sein de la société brésilienne. Par ailleurs, c'est grâce à cette caractéristique qu'ils attirent aujourd'hui l'attention des grandes ONG internationales ainsi que de certains bailleurs de fonds, ce qui leur permet de disposer financements importants.

Or, parallèlement à leur inclusion dans les dispositifs destinés à les protéger (et, paradoxalement, souvent à cause de ceux-ci), une grande partie des communautés dites traditionnelles se trouve confronté à un changement social rapide lié à leur rapprochement du reste des sociétés dans lesquelles elles sont insérées. L'amélioration des communications, tant en ce qui concerne les transports qu'en ce qui concerne les télécommunications, mais aussi la généralisation de la scolarisation pour les jeunes générations (Kohler, 2006) modifient de manière importante le cadre culturel, et l'appel de la modernité est fortement ressenti. La fin de l'isolement de ces populations entraîne un régime de « compénétration mutuelle » (Caillon et Degeorges, 2005) qui ne permet plus d'envisager une évolution parallèle en raison de la multiplication des flux de connaissances, de techniques, de matériels vivants ou inertes, volontaires aussi bien qu'involontaires. Même dans les régions les plus enclavées, les populations « traditionnelles » modifient leurs pratiques et leurs territorialités⁶ en fonction des contraintes et des opportunités qui se présentent à eux (marchés, opportunités d'emploi, etc.). L'augmentation de la densité démographique et les luttes de pouvoir peuvent générer des conflits pour le contrôle de l'accès aux ressources, mais aussi aux biens et services urbains (Alencar 2004; Sirén 2007).

Plusieurs missions de terrain réalisées par le collectif USART dans différentes régions d'Amazonie, en particulier dans le cadre du projet DURAMAZ, nous permettent de poser l'hypothèse d'un changement important en cours. L'évolution de ces populations vers un mode de vie moins en *consonance naturelle avec la nature* (Viveiros de Castro, 2006), plus proche des attributs matériels de la société occidentale, pourrait laisser supposer une perte de connaissance ou une perte de légitimité du droit de ces populations à « détenir » de tels espaces. Toutefois, ce changement ne doit pas être d'emblée interprété sur un mode négatif

⁵ Les Terres Indigènes sont par exemple allouées afin de permettre la « reproduction physique et culturelle » des groupes amérindiens concernés.

⁶ Le concept de territorialité désigne « la relation qu'un groupe entretient avec une portion d'espace » (Raffestin, 1980 : 13), c'est-à-dire la manière dont s'organise un groupe humain pour gérer l'accès à la ressource (organisation spatiale du système résidentiel et de l'unité de production agricole, mobilités, circulation).

« désécologisant » les populations traditionnelles car cela reviendrait à négliger les conditions d'émergence de leurs savoirs. Il doit aussi être compris comme une transformation des usages et des représentations, une ré-interprétation continuellement en cours. On doit donc se concentrer sur la complexité des transformations en cours, puisqu'elles ne mènent pas à de simples dichotomies entre des pratiques « traditionnelles » et « modernes », ou entre gestion collective et gestion individuelle des ressources, même si les discours locaux peuvent renforcer l'opposition conceptuelle entre tradition et modernité (Lasmar, 2005). Dans ce contexte, il semble que l'évolution des populations traditionnelles d'Amazonie peut être envisagée en terme de résilience⁷ (Berkes *et al.*, 2000), c'est-à-dire, dans ce cas, à la capacité des systèmes sociaux étudiés à intégrer une perturbation dans leur fonctionnement, sans changer de structure qualitative et de fonctions essentielles.

Si l'on considère que l'espace (ou le territoire) est une variable fondamentale dans la question des populations traditionnelles, on peut donc se demander quelles sont alors les propriétés et fonctions essentielles de celui-ci qui sont préservées et quelles sont les pratiques/représentations qui traduisent une rupture dans les modes d'articulation à l'espace. Plusieurs points peuvent alors être analysés, notamment la gestion des ressources et les questions d'appropriation.

La gestion collective des ressources est en effet une caractéristique des populations traditionnelles et amérindiennes d'Amazonie, et elle possède une dimension spatiale intrinsèque. Les relations de parenté et d'alliance jouent un rôle majeur dans l'organisation territoriale (Almeida 1989; Benatti 1999; Cunha and Almeida 2001; Diegues 2001). La pratique d'un ensemble d'activités complémentaires de production et d'usage des ressources assure une alimentation particulièrement diversifiée. L'intense mobilité des individus et la pluriactivité permettent d'utiliser des ressources dispersées et saisonnières (Hladik *et al.*, 1996), exploitées selon divers degrés d'intensité (Eloy, 2008). On remarque fréquemment le caractère réticulaire⁸ de l'espace utilisé. Ainsi, les territoires attribués collectivement à ces populations abritent en fait des faisceaux complexes de droits et d'usages des ressources, parfois superposés, conjuguant prérogatives individuelles et décisions collectives (Freire, 2003, Ostrom *et al.* 1994). Il s'agit donc d'espaces sous régime de propriété commune complexe, caractérisé par des usages multiples (Edward and Steirn, 1998). La gestion des ressources y est basée sur la combinaison de normes collectives et individuelles, sur la mobilité, sur la flexibilité des modalités d'adhésion à la communauté, et sur la fluidité des limites territoriales entre villages (Freire 2007; Eloy 2005).

Dans certains territoires collectifs d'Amazonie, ou à leur marge, on remarque une tendance à l'appropriation privée des ressources les plus productives et à la spéculation foncière dans les zones les plus proches des centres économiques, ce qui implique une différenciation marquée des stratégies familiales et le développement du faire-valoir indirect (Eloy et Le Tourneau, *sous presse*). Or, la transformation des modes d'accès au foncier dans ces territoires implique la modification des modes de circulation et de gestion des ressources, ainsi que la transformation des logiques de mobilité au sein des familles (Empereire et Eloy, 2008 ; Perrault-Archambault et Coomes, 2008). Plusieurs anthropologues notent la tendance des populations amérindiennes d'Amazonie à étendre leurs réseaux territoriaux en dehors des limites officielles de leur territoire « collectif ». Albert (2000), Moreira (2003) et Robert

⁷ Développée principalement en écologie, la notion de résilience correspond à la capacité d'un système à intégrer une perturbation dans son fonctionnement, sans changer de structure qualitative et des fonctions essentielles (Holling, 1973).

⁸ On parle d'espace réticulé lorsque, à travers l'aspect réticulaire des flux migratoires ou monétaires, l'espace n'est pas perçu comme une entité limitée et circonscrite, mais présente une structure en réseau (Bonnemaison et Cambrezy, 1996).

(2004) relèvent la présence de communautés aux espaces sociaux transversaux et multiloaux à l'échelle régionale, organisées par des réseaux de parentés liant des pôles urbains et forestiers, recréant des territoires réticulaires et les économies d'archipel, articulant intérêts individuels et collectifs, non sans conflits. On peut donc supposer, qu'à l'instar d'autres régions latino-américaines (Balan et Dandler, 1987 ; Cortes, 2000), ces circulations impliquent de nouvelles formes de territorialisation opérant à l'échelle individuelle et collective.

On le comprend bien à l'évocation de ces deux points, l'approche la plus fertile pour comprendre ces questions est nécessairement pluridisciplinaire.

Question d'échelle

Dans notre optique, les questions liées aux populations traditionnelles et à leurs territoires peuvent être abordées à deux échelles principales.

La première est celle des communautés et de leur territoire d'influence. On peut chercher à y éclairer quelles sont les pratiques spatiales qui ont cours, et comment celles-ci sont en train d'évoluer (ou non) face à un certain nombre de facteurs, notamment la plus grande communication, que nous avons déjà soulignée, avec la société brésilienne, mais aussi sous l'influence de l'entrée de nouveaux acteurs comme les ONG ou les organes des gouvernements locaux, chargés d'aider les populations locales « à mieux administrer » leur territoire. L'exemple de la communauté de São Francisco do Itatapuru (Greissing, Kohler et Le Tourneau, 2008a & b) est intéressant à ce titre. Tant afin d'améliorer le prix de leur produit en acquérant une certification écologique que dans la perspective de respecter le règlement des « réserves de développement durable », cette communauté a dû en effet se plier à de nouveaux usages et à de nouvelles règles, dont l'effet à long terme peut se révéler à double tranchant. Ainsi, si l'on ne peut que trouver louable l'interdiction du travail des enfants pour la récolte de la noix du Brésil, produit phare de la communauté, on note que cette interdiction et l'obligation d'assiduité scolaire réduit drastiquement le contact des jeunes adolescents avec la forêt et avec les zones de collecte, ce qui pose le problème d'un savoir empirique des *castanheiros* qui pourrait se perdre, ainsi que d'une familiarité particulière avec la forêt qui constitue le centre de la profession.

La seconde échelle de questionnement est globale, interrogeant les relations entre les groupes sociaux dits traditionnels et le reste de la société brésilienne. Quels sont les usages que le groupe social dominant est prêt à accepter sur ces territoires? Comment peut-il accepter les changements de pratiques en cours, où placera-t-il la frontière entre une activité humaine compatible avec le milieu et une violence à son égard ? Et, symétriquement, comment les groupes sociaux traditionnels adaptent-ils leur stratégie pour ne pas perdre leurs soutiens ?

Les Indiens Parecis du Mato Grosso sont un bon exemple de ces questions. Ayant loué d'importantes surfaces de leur territoire à des planteurs de soja, ils sont en effet souvent montrés du doigt comme étant de « faux » ou de « mauvais » Indiens en ce qu'ils ne contribueraient pas à la préservation de l'environnement. Mais en contrepartie, ce groupe est aussi l'un de ceux dont la vie culturelle est la plus riche de la région, l'argent reçu permettant à ses membres de concilier deux impératifs, celui d'une vie sans travail formel et celui d'un usage de plus en plus important de biens industrialisés. *A contrario*, de nombreux peuples amérindiens, regroupés dans la COIAB, font le pari d'une prochaine rétribution des services environnementaux et multiplient les démonstrations de bonne préservation de leurs territoires. La manière dont cette nouvelle stratégie est bâtie au sein de canons internes à ces peuples peut faire l'objet d'une analyse superposant la perspective géographique à l'analyse politique et anthropologique initiée par Bruce Albert (1997).

Conclusion

Interrogé, en 1965, sur ce qu'il placerait dans un coffre destiné à traverser le temps pour parvenir intact aux générations futures, Claude Lévi-Strauss répondit : « *Je mettrai dans votre coffre des documents relatifs aux dernières sociétés « primitives » en voie de disparition, des exemplaires d'espèces animales et végétales proches d'être anéanties par l'homme, des échantillons d'eau et d'air non encore pollués par les déchets industriels, des notices et des illustrations sur des sites bientôt saccagés par des installations civiles ou militaires.* » (1973 : 337). On ne saurait mieux souligner la singulière pertinence des sociétés dites traditionnelles, et l'importance de leur préservation à une heure où la menace du changement climatique global impose aux sociétés industrielles un examen de conscience quant à leurs pratiques écologiques.

Selon leurs moyens, les milieux académiques cherchent à intervenir dans le débat public et à orienter dans la mesure du possible les politiques mises en place en vue de favoriser la « durabilité » - sans que l'on sache précisément ce que ce terme recouvre, « faire durer », « prolonger », ou « maintenir ». La prise en compte des « services environnementaux » rendus d'abord par la nature elle-même, puis par les hommes dont le comportement traduit une forme de respect à son égard, se présente aujourd'hui comme une nouvelle voie pour concilier autant que faire se peut l'amélioration des conditions d'existence de populations longtemps tenus pour « invisibles » (c'est-à-dire négligeables) et le maintien du couvert végétal ou de la faune littorale.

Afin de résister aux fortes pressions qui s'exercent, à courte vue, afin d'intégrer ces territoires préservés au marché foncier ou aux dynamiques économiques, le développement d'une science apte à considérer les hommes et les milieux, à les appréhender sous les formes de dynamiques tant culturelles qu'écosystémiques, peut apparaître comme une réponse et une mise en perspective des différents intérêts. Cette science se bâtit non autour d'une discipline, mais est déterminée par son objet : le territoire, considéré sous ses multiples aspects, géographique, botanique, faunistique, humain, et leurs interactions, et leurs besoins mutuels.

L'équipe USART s'efforce de répondre, par sa diversité, à l'enjeu qui est clairement posé : si l'on ne peut songer, à ce stade de notre civilisation, à « protéger la nature contre l'homme » comme le propose Lévi-Strauss,⁹ il faut tout au moins s'efforcer de la protéger « avec lui ». Les ethnologues ont une longue tradition d'engagement et de prise de position face aux menaces exercées par les sociétés dominantes. En unissant leurs efforts, anthropologues et géographes peuvent contribuer à produire un savoir nouveau, apte à décrire des objets complexes, des « communautés hybrides », et à contribuer aux débats mais aussi aux prises de décision qui, appliquées localement, auront des répercussions à une échelle globale.

Bibliographie

- AASE Tor H., 1994, "Symbolic Space: Representations of Space in Geography and Anthropology", *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, Vol. 76, No. 1, p. 51-58
- ADAMS C., MURRIETA R., NEVES W., HARRIS M. (Eds.), 2006, *Amazon Peasant Societies in a Changing Environment : Political Ecology, Invisibility and Modernity in the Rainforest*, São Paulo : Annablume.
- ALBERT B., 1993, « L'or cannibale et la chute du ciel. Une critique chamanique de l'économie politique de la nature. » in *L'Homme* n°126-128, pp. 353-382.

⁹ « Si gênant que ce soit de l'admettre, la nature, avant qu'on songe à la protéger pour l'homme, doit être protégée contre lui. (...) Le droit de l'environnement, dont on parle tant, est un droit de l'environnement sur l'homme et non un droit de l'homme sur l'environnement. » (Lévi-Strauss, 1983, *Le Regard éloigné*, Paris, Plon : 375)

- ALBERT B., 1997, « Territorialité, ethnopolitique et développement. A propos du mouvement indien en Amazonie brésilienne ». in *Cahiers des Amériques Latines* n°23, pp. 177-210.
- ALBERT B., 2000, Associações indígenas e Desenvolvimento Sustentável na Amazônia brasileira. In Ricardo, C. A. (ed.) *Povos Indígenas do Brasil, 1996-2000*. São Paulo, Instituto Socioambiental, pp. 197-207.
- ALBERT B. et LE TOURNEAU F.M., 2007, “Ethnogeography and Resource Use among the Yanomami”, in *Current Anthropology*, Vol. 48, n°4 pp. 584-592
- ALENCAR E. F., 2004, Identidade, territorialidade e conflitos socioambientais : alguns cenários do Alto Solimões (AM). In Esterci, N., Léna, P., Lima, D., et al. (eds.), *Boletim Rede Amazônia: diversidade cultural e perspectivas socioambientais*. Rio de Janeiro/Belém, IRD, PPGSA/UFRJ, NAEA/UFPa.3 (1), pp. 67-76.
- ALLEGRETTI M.H., 1990, “Extractive reserves: an alternative for reconciling development and environmental conservation in Amazonia”, in Anderson A.B. (ed.), *Alternative to deforestation: steps toward sustainable use of the Amazon rain forest*, New York (USA): Columbia University Press, pp. 252-264.
- ALMEIDA A. W. B., 1989, Terras de preto, terras de santo, terras de índio: uso comum e conflito. In HEBETTE J. et CASTRO E. (eds.), *Na trilha dos grandes projetos*. Belém, NAEA/UFPa.
- ALPHANDERY P. et BERGUES M., 2004, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d’un mot » *Ethnologie française*, XXXIV, 1, p. 5-12
- AUBERTIN C. et PINTON F., 2006, « De nouvelles frontières du développement durable : la construction des espaces de droits en Amazonie brésilienne » *Colloque international “Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues”* Montpellier
- ARAÚJO R., 2006, « De la “Communauté” aux “populations traditionnelles” : aspects de la modernité amazonienne », communication, colloque *Des Catégories et de leurs usages en sciences sociales*, Paris, décembre.
- BALÁN J. et DANDLER J., 1987, Marriage process and household formation : migration in the Cochabamba region (Bolivia) and Bolivian migrants in Buenos Aires (Argentina). Communication présentée au séminaire sur l’insertion des migrants dans les villes africaines, CRDI-ORSTOM-URD, Lomé, 10-14 Février 1987, 47 p.
- BALÉE W., 1994, *Footprints of the Forest*, Columbia University Press, New York
- BELLEAU J.-P., 2007, *Sociologie du mouvement indien au Brésil : une approche à partir de la théorie du processus politique*, Thèse de Doctorat, Paris III, IHEAL
- BENATTI J. H., 1999, Unidades de conservação e populações tradicionais. *Novos cadernos do Naea*, II (2): 107-196.
- BENS A. et FABRE D., 2001, *Une Histoire à soi – Figurations du passé et localités*, Editions de la MSH - Mission du Patrimoine ethnologique, « Ethnologie de la France » n°18
- BERKES F., FOLKE C. et COLDING J., 2000, *Linking social and ecological systems : management practices and social mechanisms for building resilience*. Cambridge: Cambridge University Press. 459 p.
- BERQUE A., 1982 : *Vivre l’espace au Japon*, PUF, Paris
- BONNEMAISON J., 1986 « Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu » . *Travaux et Documents de l'Orstom*, n°201, Paris ; tome I : L'arbre et la pirogue . en ligne 540 p.; tome II : Les hommes-lieux et les hommes flottants , 618 p.
- BROOKFIELD H.C., 1962, « Local study and comparative method : an example from central New Guinea », in *Annals of the Association of American Geographers*, n°52, pp. 242-254.
- BUCHILLET D., 2002 « Droits constitutionnels, ressources génétiques, protection du patrimoine génétique et des savoirs traditionnels des populations indigènes », *Journal de la Société des Américanistes*, 88, pp.245-260
- CAILLON S., DEGEORGES P., 2005, « Biodiversités, quand les frontières entre culture et nature s’effacent... », *Ecologie & Politique*, n°30, pp. 85-95.
- CASTRO E. et PINTON F. (dir.), 1997, *Faces do tropico humido*, Belem.
- CAVIGNAC J., 2005, “Um mundo encantado: memória e oralidade como patrimônio imaterial” in : *Carnaúba dos Dantas, terra da música. Inventário do patrimônio imaterial de uma cidade do sertão do Rio Grande do Norte* . C. dos Dantas: Petrobras Cultural / Carnaúba dos Dantas, 2005
- COLLIGNON B., 1996, *Les Inuit: ce qu’ils savent du territoire*. L’Harmattan, Paris,
- CORTES G. 2000. *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines (Cochabamba, Bolivie)*. Paris: IRD Editions. Collection A Travers Champs. 413 p.
- CUNHA M. C. da, ALMEIDA M. W. B., 2001, Populações tradicionais e conservação ambiental. In Capobianco, J. P. R. (ed.) *Biodiversidade na Amazônia brasileira: avaliação e ações prioritárias para*

a conservação, uso sustentável e repartição dos benefícios. São Paulo, Instituto Socioambiental / Estação da liberdade, pp. 184-193.

- CUNHA M. C. da, ALMEIDA M. W. B. (orgs), 2002, *Enciclopédia da Floresta, O Alto Juruá, práticas e conhecimentos das populações*, São Paulo, Cia das Letras
- DELAUNAY Daniel, 1984, « Indien, caboclo et paysan : formation du paysannat dans le Ceará », *Cahiers de l'ORSTOM*, vol. XX n°1, p.43-69
- DENEVAN W., 1983, "Adaptation, Variation, and Cultural Geography", *The Professional Geographer*, Volume 35, Issue 4, November, p.399-407
- DESCOLA P., 1986, *la Nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, Fondation Singer-Polignac, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme
- DESCOLA P., 2006, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 618 p.
- DIEGUES A.C. et ARRUDA R. (orgs.), 2001, *Saberes tradicionais e biodiversidade no Brasil*, Brasília: Ministério do Meio Ambiente, São Paulo: USP
- EDWARDS V. et STEINS, N., 1998, Developing an Analytical Framework for Multiple- Use Commons. *Journal of Theoretical Politics*, 10(3): 347-383.
- ELOY L., 2008, Dynamiques et adaptation des systèmes agroforestiers périurbains dans le nord-ouest Amazonien. *Bois et Forêts des tropiques* : 295(2): 45-55.
- ELOY L. et LE TOURNEAU F. M. *Sous presse*. « L'urbanisation provoque-t-elle la déforestation en Amazonie ? Innovations territoriales et agricoles dans le nord-ouest Amazonien (Brésil). » *Annales de Géographie* (Sous presse).
- EMPERAIRE L. et LESCURE J-P., 1994, « Extractivisme et Conservation de la Biodiversité au Brésil » *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée.*, nouvelle série, Vol. (I), p.173-186
- EMPERAIRE L. et ELOY L., 2008, A cidade, um foco de diversidade agrícola no Rio Negro (Amazonas, Brasil)? In *Bol. Mus. Para. Emílio Goeldi, ciências humanas*, Belém, 3 (2): 195-211.
- FEARNSIDE Ph. M., 2003, Conservation Policy in Brazilian Amazonia: Understanding the Dilemmas, in *World Development*, vol. 31 n°5, pp. 757-779
- FLEURY M. et PONCY O., 1998, *Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ?* in : *Jatba, Revue d'Ethnobiologie*, n°40 (1-2)
- FLEURY M. et MORETTI Ch. (eds.), 2006, « Recherche et Valorisation des produits de la forêt : quelle démarche équitable ? », *Actes du colloque guyano-amazonien*, Cayenne, 2-4 dec 2002, Editions Gadepam, 358 p.
- FREIRE G., 2003, Tradition, change, and land rights: land use and territorial strategies among the Piaroa. *Critique of Anthropology* 23(4): 349–372.
- GALVÃO E., 1955, *Santos e visagens – Um estudo da vida religiosa de Itá, Amazonas*, São Paulo, Cia Editora Nacional
- GOW P., 1991, *Of mixed blood – Kinship and History in Peruvian Amazonia*, Oxford, Clarendon Press
- GREISSING A., KOHLER F., LE TOURNEAU F.M., PICANCO J.R.A., 2008, « Iratapuru et la noix du Brésil : une expérience de durabilité en Amazonie brésilienne », in *Cybergéo*, article n°432
- GREISSING A., KOHLER F., LE TOURNEAU F.M., 2008, « Deux maisons, égales en dignité : une approche anthropologique des déterminants du développement durable en contexte amazonien « traditionnel », in *Développement durable et Territoires*
- GRENAND P., (1980). *Introduction à l'étude de l'univers Wayãpi: ethnoécologie des indiens du Haut-Oyapock (Guyane-française)*. Paris, SELAF.
- GROSSMAN L., 1977, "Man-Environment Relationships in Anthropology and Geography", *Annals of the Association of American Geographers* 67 (1), p.126–144
- HALL A., 2004, *Extractive Reserves: Building Natural Assets in the Brazilian Amazon*, Working Paper series 74, University of Massachusetts Arshent
- HLADIK C.M, HLADIK A, PAGEZY H, LINARES O.F, KOPPERT G.J.A, FROMENT A. (eds), 1996. *L'alimentation en forêt tropicale : interactions bioculturelles et perspectives de développement*, UNESCO, Paris
- HURAUULT J.-M., 2000, Quarante ans de modernité chez les Aluku de Guyane. *Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui, Vol. IV: Région Caraïbes*. P. Grenand, Bruxelles, APFT, IV: 342-387.
- IRVING M.A., 2006, "Le Parc National Montanhas de Tumucumaque (Brésil): un laboratoire pour la gestion de la biodiversité dans le cadre d'une coopération régionale en Amazonie?", *Cahiers du Brésil contemporain* n°63-64, p.233-256
- JOLIVET M.J. et LENA Ph., 2000, « Des Territoires aux Identités », in JOLIVET M.J et LENA Ph. (eds.), *Autrepart - Logiques identitaires, logiques territoriales*, n° 14, p.5-16

- KOHLER F., 2006, « Stratégies de l'identité chez les instituteurs Pataxó du Mont Pascal », in GROS, C. et STRIGLER M.-C., *Etre Indien dans les Amériques*, Editions de l'Institut des Amériques, p.131-146
- KOHLER F. (eds), 2007, « Le monde sauvage et la terre des ancêtres : les Pataxó du Mont Pascal (Bahia, Brésil) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Numéro 7 - 2007, mis en ligne le 9 juillet 2007, référence du 18 décembre 2007, disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/document12822.html>
- LASMAR C., 2005, *De volta ao Lago do Leite: gênero e transformação no Alto Rio Negro*. São Paulo: ISA/NuTI/EdUNESP.
- LEFEBVRE P., ALENCAR A., PRINZ E., FISKE G. and ROLLA A., 2006, "Inhibition of Amazon Deforestation and Fire by Parks and Indigenous Lands.", *Conservation Biology* vol. 20, n°1, pp. 65–73.
- LE TOURNEAU F.M., 2006, « Enjeux et conflits autour des territoires amérindiens d'Amazonie brésilienne », in *Problèmes d'Amérique latine*, n°60, pp. 71-94.
- LÉVI-STRAUSS C., 1973 *Anthropologie structurale 2*, Plon, Paris
- LIMA D. de M., 2002, « Éthique et politique environnementale en Amazonie contemporaine » *Lusotopie 2002/1* : 13-23
- MAUÉS R. H., 1977, *A Ilha encantada – Medicina e xamanismo numa comunidade de pescadores*, Dissertação de Mestrado, Brasília
- MIKESSELL M., 1967, "Geographic perspective in anthropology", *Annals of the association of american geographers*, vol. 57, n°3, pp. 617-634
- MONBEIG P., 1951, "Les indiens Nambikwara du Mato Grosso", in *Annales de géographie*, vol. 60, n°322, p. 376 - 379
- MORAN E. F., 1974, *The adaptive system of the Amazonian Caboclo*, in WAGLEY Charles, *Man in the Amazon*, New York, Columbia University Press
- MOREIRA E. L., 2003, *Amazônia em movimento: Redes e Percursos de Desenvolvimento dos Índios Ye'kuana, Roraima. Cadernos de Campo (USP)*, Voume 11.
- OLIVEIRA J.P. de (org), 1998, *Indigenismo e territorialização – Poderes, rotinas e saberes coloniais no Brasil contemporâneo*, Rio, Contracapa
- OLIVEIRA J.P. de (org), 1999, *A Viagem da Volta – Etnicidade, política e reelaboração cultural no Nordeste indígena*, Rio, Contracapa
- ORRU J.-F., (2001). *Les communautés isolées de Guyane et la France: de la colonisation à la globalisation*. Thèse de doctorat sous la direction de Claude Collin-Delavaud. Université de Paris IV.
- OSTROM E., GARDENER J. et WALKER J., 1994, *Rules, Games & Common Pool Resources*. Ann Arbor The University of Michigan Press. 369 p.
- PERRAULT-ARCHAMBAULT M. et COOMES O.T., 2008. "Distribution of agrobiodiversity in home gardens along the Corrientes river, Peruvian Amazon" *Economic Botany* 62(2):109-126
- PINTON F., 2003, « Savoirs traditionnels et territoires de la biodiversité en Amazonie brésilienne », *Erès, Revue internationale de Sciences Sociales*, n°178, p.667-678
- PINTON F. et EMPERAIRE L., 1992, « L'Extractivisme en Amazonie brésilienne : un système en crise d'identité », *Cahier des Sciences Humaines* 28 (4) : 685-703
- PINTON F. et LESCURE J-P. , 1993, *Recherche et Revendication Sociale : un Exemple dans la Région du Jurua - (Etat d'Amazonas)*, *Cahiers du Brésil Contemporain*, n 21, p. 97- 109
- RIVAL Laura, 1993, « The Growth of Family Trees : Understanding the Huaorani perception of the Forest », *Man*, 28, p.636-652
- ROBERT P. D., 2004, "Terre coupée" *Recomposition des territorialités indigènes dans une réserve d'Amazonie. Ethnologie française*, XXXIV (1).
- ROBERT P. de et LAQUES A.E., 2003, « La carte de notre terre : enjeux cartographiques vus par les Indiens Kayapo (Amazonie brésilienne) », *Mappemonde* 69.1
- ROBIC M.C., 2004, « Ethnologues et géographes : Rencontres et voisinages de deux disciplines » in *Revue d'Ethnologie française*, n°100, 2004-4, pp. 581-590.
- SANTILLI J., 2005, *Socioambientalismo e novos direitos: proteção jurídica à diversidade biológica e cultural*, São Paulo: Peirópolis
- SIRÉN A. H., 2007, "Population Growth and Land Use Intensification in a Subsistence-based Indigenous Community in the Amazon". *Human Ecology*, 5(6): 669-680.
- TARAVELLA R., 2008, *La frontière pionnière amazonienne aujourd'hui : Projet socio-environnemental de conservation forestière contre dynamique pastorale de déforestation. Une analyse stratégique 2000-2006 de l'action collective en « Terra do Meio » (Pará, Brésil)*, Thèse de doctorat, Paris : AgroParisTech, sous la direction de L. Mermet et H. Théry

- TURNER B.L., 1989, "The Specialist-Synthesis Approach to the Revival of Geography: The Case of Cultural Ecology" in *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 79, n° 1, pp. 88-100
- TURNER T. et FAJANS-TURNER V., 2006, "Political innovation and inter-ethnic alliance. Kayapó resistance to the developmentalist state." In *Anthropology Today* vol. 22, n°5, pp. 3-10.
- VIVEIROS DE CASTRO E., 2006, « Une figure humaine peut cacher une affection-jaguar » in *Multitudes*, n°24, Paris, pp 41-52.
- WAGLEY Charles, 1974, *Man in the Amazon*, New York, Columbia University Press
- WHITESELL E.A., 1996, "Local Struggles over Rain-Forest Conservation in Alaska and Amazonia", *Geographical Review*, Vol. 86, No. 3, Latin American Geography, pp. 414-436